

ACTION URGENTE

ÉGYPTE. UN HOMME TORTURÉ À PLUSIEURS REPRISES PAR DES GARDIENS DE PRISON

Islam Khalil, qui a été soumis à une disparition forcée pendant 122 jours, a été torturé pendant sa détention et placé en détention à l'isolement après avoir protesté lorsque davantage de détenus ont été placés dans sa cellule déjà surpeuplée. Il a observé une grève de la faim en signe de contestation et sa santé s'est depuis détériorée. Il n'a pas été autorisé à consulter un médecin.

Islam Khalil a été torturé par des gardiens de la prison de Borg el Arab, à Alexandrie, après une altercation verbale avec eux au sujet de la décision de placer plus de détenus dans une cellule de quatre mètres par six dans laquelle se trouvaient déjà 25 autres détenus. Les gardiens ont frappé Islam Khalil avec des matraques pendant 30 minutes, ont déchiré ses vêtements et l'ont placé en détention à l'isolement pendant neuf jours, du 21 au 29 juillet. Il n'a pas eu accès à de l'eau potable ou à de l'air frais et n'a pas pu recevoir la visite de sa famille. Il a entamé une grève de la faim en signe de protestation contre sa détention à l'isolement et y a mis fin lorsque cette détention à l'isolement s'est terminée et qu'il a regagné sa cellule le 29 juillet. Sa santé s'est détériorée en raison de sa grève de la faim et il souffre maintenant de vomissements et de vertiges. Il n'a en outre pas été autorisé à consulter un médecin.

Islam Khalil avait été enlevé chez lui, dans le gouvernorat de Gharbeya, par des membres de l'Agence de sécurité nationale (NSA), tôt le matin du 24 mai 2015. Il a été soumis à une disparition forcée, les autorités ayant refusé de reconnaître son arrestation et de révéler ce qui était advenu de lui pendant 122 jours. Au cours de cette période, des membres de la NSA l'ont forcé, au moyen de la torture, à « avouer » des infractions qu'il dit ne pas avoir commises. La NSA a rédigé un rapport incluant les « aveux » obtenus sous la torture, puis a déféré Islam Khalil au bureau du procureur d'Alexandrie Est le 21 septembre 2015. Le procureur l'a interrogé en se fondant sur ses « aveux » forcés et ne l'a pas autorisé à contacter son avocat ou sa famille, en violation des dispositions de la Constitution. Il a ensuite ordonné qu'Islam Khalil soit placé en détention provisoire et l'a inculpé d'appartenance à la confrérie interdite des Frères musulmans, d'incitation à la violence et d'attaque contre les forces de sécurité. S'il est déclaré coupable, il risque la peine de mort.

Au cours de sa détention, Islam Khalil a été victime d'actes de torture et d'autres mauvais traitements à plusieurs reprises. Il a été frappé, soumis à des décharges électriques et suspendu par les bras et les jambes et placé dans des positions douloureuses. Des membres du personnel pénitentiaire l'ont également menacé de le tuer à plusieurs reprises.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités égyptiennes à libérer Islam Khalil immédiatement, car sa détention est illégale ;
- engagez-les à veiller à ce qu'Islam Khalil ne soit pas victime de nouveaux actes de torture ou de mauvais traitements et à traduire en justice, dans le cadre de procès équitables, les responsables présumés des actes de torture et mauvais traitements dont il a été victime ;
- demandez-leur de lui permettre de consulter un médecin en attendant sa libération.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 SEPTEMBRE 2016 À :

Procureur général

Nabil Sadek
Office of the Public Prosecutor
Madinat al-Rehab
New Cairo, Égypte

Formule d'appel : Dear Counsellor, / Monsieur le Procureur général,

Président

Abdel Fattah al-Sisi
Office of the President
Al Ittihadia Palace
Cairo, Égypte
Fax : +202 2391 1441
Courriel : p.spokesman@op.gov.eg
Twitter : @AlsisiOfficial

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,

Copies à :

Adjointe au ministre des Affaires étrangères, chargée des droits humains
Laïla Bahaa El Din
Ministry of Foreign Affairs
Corniche al-Nil, Cairo
Égypte
Fax : +202 2574 9713
Courriel : Contact.Us@mfa.gov.eg
Twitter : @MfaEgypt

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Égypte dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉGYPTE. UN HOMME TORTURÉ À PLUSIEURS REPRISES PAR DES GARDIENS DE PRISON

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Islam Khalil est un jeune vendeur qui a été arrêté le 24 mai 2015 au cours d'une descente au domicile de sa famille à al Santa, dans le gouvernorat de Gharbeya, par des membres de la NSA et d'autres membres des forces de sécurité lourdement armés. Son frère, Nour Khalil, étudiant en droit et militant de 22 ans, et son père, el Said Khalil, ancien membre des forces armées retraité, ont eux aussi été arrêtés. Sa famille a indiqué à Amnesty International que c'était la huitième fois que la NSA effectuait une descente à leur domicile pour arrêter Nour Khalil, qui était la principale cible de la NSA qui voulait l'interroger sur ses activités politiques. Nour Khalil n'était pas au domicile familial lors des sept descentes précédentes.

Islam Khalil, Nour Khalil et leur père ont été conduits aux locaux de la NSA à Tanta, une ville au nord du Caire. Nour Khalil a été maintenu en détention pendant quatre jours et interrogé deux fois par jour avant d'être libéré. Le père, qui avait été arrêté principalement pour intimider les deux frères, a été maintenu en détention pendant 15 jours avant d'être libéré le 8 juin 2015 sans avoir été interrogé. Islam Khalil n'a cependant pas été libéré. Pendant ses interrogatoires incessants par la NSA, Islam Khalil a été frappé, a reçu des décharges électriques, notamment sur les parties génitales, et a été suspendu par les bras et les jambes, nu, et dans des positions douloureuses jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Pendant ses interrogatoires, Islam Khalil a dû répondre à des questions sur ses activités « terroristes ». Les membres de la NSA l'ont confondu avec un autre homme, Islam Gamal, également connu sous le nom d'Islam Abu Tereka, qu'ils recherchaient en raison de sa participation présumée à des attaques contre les forces de sécurité. Islam Khalil a ensuite été forcé à procéder à des « aveux ».

Le 9 juillet 2015, il a été conduit aux locaux de la NSA à Lazoughli, dans le centre du Caire, au siège du ministère de l'Intérieur, un endroit qu'il a décrit comme étant l'« enfer ». Il y est resté pendant 60 jours et a de nouveau été torturé. Sa famille et ses avocats ignoraient où il se trouvait jusqu'au 24 septembre, lorsqu'il a été transféré à la prison de Karmouz à Alexandrie. Il a été transféré à la prison de Borg el Arab en janvier 2016.

La date à laquelle Islam Khalil a été arrêté a été falsifiée par la NSA dans le dossier officiel de son affaire et il est indiqué qu'il a été arrêté le 20 septembre 2015 alors qu'il avait en réalité été arrêté par la NSA quatre mois avant, le 24 mai 2015. La falsification de la date de son arrestation semble avoir pour but de dissimuler la nature illégale de son arrestation et sa détention aux mains de la NSA pendant près de quatre mois dans des conditions s'apparentant à une disparition forcée. Les avocats d'Islam Khalil ont informé le bureau du Procureur général des actes de torture dont leur client a été victime et de la falsification de la date de son arrestation par la NSA. Le procureur n'a cependant jamais ordonné qu'Islam Khalil fasse l'objet d'un examen médical indépendant et n'a pas ouvert d'enquête sur les allégations de torture, en dépit du fait que les procureurs sont tenus, au titre de la législation pénale égyptienne, de mener des enquêtes sur les allégations d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. Au 5 août 2016, Islam Khalil avait passé 439 jours en détention.

Il a indiqué à sa famille que les gardiens de la prison de Karmouz et de Borg el Arab avaient menacé de le tuer après que ses proches ont publié son témoignage et d'autres lettres. L'affaire d'Islam Khalil figurait parmi celles évoquées dans la dernière vidéo d'Amnesty International et le communiqué de presse sur l'Égypte du 13 juillet intitulé « *Des centaines de personnes soumises à une disparition et à la torture dans le cadre d'une vague de répression* », disponible à l'adresse : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/07/egypt-hundreds-disappeared-and-tortured-amid-wave-of-brutal-repression/>.

Amnesty International a découvert que l'agence de sécurité nationale du ministère de l'Intérieur avait régulièrement recours à des disparitions forcées afin d'intimider les opposants et d'éliminer la contestation pacifique. Au moins trois ou quatre personnes disparaissent chaque jour dans le pays. L'augmentation du nombre de disparitions forcées coïncide avec la prise de fonction du ministre de l'Intérieur, Magdy Abd el Ghaffar, qui était membre du Service de renseignement de la sûreté de l'État pendant plusieurs années, la police secrète du régime d'Hosni Moubarak responsable d'enlèvements, d'actes de torture et d'autres crimes de droit international et de graves violations des droits humains.

Nom : Islam Khalil

Homme

AU 187/16, MDE 12/4620/2016, 5 août 2016